

Dr Théogène RUDASINGWA  
Secrétaire Général  
F.P.R.

Paris, le 20 juin 1994

Monsieur le Secrétaire Général,


Vous trouverez ci-joint les deux appels que Médecins Sans Frontières a rendus publics dans les dernières semaines, à propos de la situation au Rwanda.

Le premier, daté du 18 mai, adressé au Président de la République Française, demandait à la France de prendre ses responsabilités et d'imposer auprès "d'une faction soutenue et armée par la France" l'arrêt des massacres, la protection des populations civiles et la poursuite des criminels de guerre.

Le second appel, rendu public le 17 juin, également adressé au Président de la République ainsi qu'au Premier ministre de la France, rappelait le génocide actuellement en cours au Rwanda et demandait qu'une intervention immédiate des Nations unies ait lieu pour protéger les populations civiles contre ce génocide et que tout soit mis en œuvre pour que les États membres du Conseil de sécurité des Nations unies saisissent celui-ci pour juger les responsables de ces massacres. À aucun moment Médecins Sans Frontières n'a demandé, ni soutenu une intervention isolée d'un gouvernement quelqu'il soit.

Je tenais, sans délai, à vous rappeler la position de notre organisation. Médecins sans Frontières est une organisation non gouvernementale. Elle agit et s'exprime en toute indépendance de tout pouvoir politique.

Je me tiens à votre disposition pour vous rencontrer à votre convenance et vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'expression de mes sentiments distingués.

  
Dr Philippe BIBERSON  
Président